

# NET INFOS

Jeu­di 06 août 2020

**EL MOUDJAHID**  
LA RÉVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

## **Benabderrahmane évoque l'état de la coopération avec le vice-président de la région MENA de la BM : La qualité du partenariat saluée**

Le ministre des Finances Aymen Benabderrahmane s'est entretenu mardi par visio-conférence avec le vice-président pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) à la Banque mondiale (BM), Ferid Belhadj, avec lequel il a évoqué l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'institution internationale, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre a permis aux deux parties d'échanger sur les voies et moyens par lesquels cette institution pourrait appuyer l'Algérie dans ses efforts de développement, notamment sur les court et moyen termes, a précisé la même source. Dans son intervention, M. Benabderrahmane s'est félicité de la qualité du partenariat avec la Banque mondiale. A ce titre, il a indiqué que l'Algérie a engagé un processus ambitieux de réformes, selon une démarche participative incluant non seulement l'administration et les institutions publique, mais aussi les différents partenaires économiques et sociaux, a ajouté le communiqué. Le ministre des Finances a affirmé, en outre, que ces réformes concernent divers

domaines à l'instar des réformes fiscale, budgétaire, bancaire et financière, ayant pour but l'amélioration du climat des affaires en Algérie. Tout en signalant que le pays ne fera pas recours à la dette extérieure, mais qu'il utilisera les différents leviers internes pour assurer la couverture des besoins de financement de son effort de développement, M. Benabderrahmane a invité la Banque mondiale à poursuivre son appui à l'Algérie, à travers des appuis technique, notamment dans les domaines de réformes où cette institution dispose d'une expertise avérée.

## **Recettes fiscales : Quelles solutions aux dysfonctionnements ?**

Les recettes fiscales constituent un axe incontournable de la réforme budgétaire. Les mesures fiscales devraient être accompagnées de réformes microéconomiques et d'ajustements macroéconomiques, afin d'éviter de mettre en péril les plans de relance économique.

«Il est fondamental de mettre en œuvre des réformes importantes pour améliorer la structure et le recouvrement des recettes fiscales. A ce niveau, Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI, préconise d'«examiner l'objectif des recettes fiscales à viser à l'horizon 2023, les principes directeurs qui doivent guider les réformes fiscales, ainsi que le contenu des réformes, y compris la mise en place d'une fiscalité climatique, auxquelles s'ajoute la question de la transparence et de la gouvernance».

S'appuyant sur des simulations de l'institution qu'il représente, l'économiste indique qu'il est «réaliste de ramener le déficit hors hydrocarbures de 25,9% du PIB hors pétrole (PIBHP) en 2020 à 19,13% du PIBHP en 2023, en distribuant le poids de cet ajustement par des réformes cohérentes au niveau des recettes et des dépenses». Pour les recettes fiscales hors pétrole, «le redressement envisagé devrait les faire passer de 16,3% du PIBHP en 2020 à 18,4% du PIBHP en 2023.

## **Une première depuis cinq mois : Le Brent à plus de 45 dollars**

Les cours du pétrole étaient en hausse hier, revenant à des niveaux inédits depuis cinq mois, alimentés par l'anticipation d'une baisse des stocks de brut et d'essence aux Etats-Unis, selon des données de l'EIA attendus plus tard dans la journée. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 45,38 dollars à Londres, en hausse de 2,14% par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour le mois de septembre grimpeait de 2,33% à 42,67 dollars.

## **Les vertus de la finance islamique**

La réforme du système financier et bancaire fait son chemin. Elle est considérée comme un passage obligé dans la voie des réformes engagées par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, appelant, lors du dernier Conseil des ministres, à la nécessité de la diversification des sources de financement de la nouvelle économie, riche des capacités financières qui mettent notre pays à l'abri de l'endettement extérieur. Il s'agit plutôt d'une volonté de renforcement des potentialités inexploitées et de modernisation du mode de gouvernance sclérosé.

C'est le cas de la finance islamique, jusque-là maintenue à l'écart du processus de développement national. Pure hérésie, totalement levée par l'apparition de la finance islamique dans le paysage bancaire. Le pas a été franchi par la Banque nationale d'Algérie ouvrant grandes les portes de l'intégration des produits islamiques dans 32 agences, conformément à l'avis de l'Autorité charaïque nationale de la fatwa au niveau du Haut Conseil Islamique. À la fin du mois de septembre, on verra la commercialisation de 9 produits (Ijara tamlikia, ijara matériel, mourabaha automobile, mourabaha immobilier, mourabaha équipement, compte épargne jeunes, compte épargne islamique, compte courant

islamique et compte chèque islamique). «Nous pouvons tirer profit de l'expérience des pays musulmans», a indiqué le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.



## **Transition économique en Afrique: autosuffisance dans les secteurs stratégiques**

Les participants au séminaire économique international sur l'investissement en Afrique, organisé mardi en visioconférence, ont affirmé que la transition économique dans le continent passe d'abord par la réalisation de l'autosuffisance dans les secteurs stratégiques.

La transition économique est à appréhender, à la lumière de la rude concurrence dans le monde, dans le cadre d'une approche nationale intégrée, au niveau de chaque pays et au niveau régional, avec des plans pour atteindre l'autosuffisance dans trois secteurs clés, à savoir l'alimentation, le médicament et l'enseignement, a indiqué dans ce sens l'expert en économie internationale, Talal Abu-Ghazaleh.

**Intervenant lors du séminaire, organisé par le Centre arabe africain d'investissement et de développement (CAAID), un Bureau d'études algérien privé, sur le thème "Coronavirus et la transition économique dans le continent africain", Dr Abu Ghazaleh a souligné l'importance cruciale d'une telle démarche pour protection du pays sur les plans économique, financier et politique, et en tant que facteur d'essentiel pour anticiper les crises.**

## **Benabderrahmane : « Pas de recours à l'endettement extérieur, mais à des leviers internes »**

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane a déclaré, hier mardi, lors d'une visioconférence avec le vice-président de la Banque mondiale pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord Farid Belhadj, que l'Algérie ne recourrait pas à l'endettement extérieur et qu'elle recourrait à divers leviers internes pour couvrir les besoins de financement de son effort de développement, rapporte l'agence officielle citant un communiqué du ministère.

Les deux parties discutaient du statut et des perspectives de coopération entre l'Algérie et cet organisme international, selon un communiqué du ministère.

La rencontre a été l'occasion pour les deux parties d'évoquer l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'institution internationale et d'échanger sur les voies et moyens qui permettraient à la Banque mondiale de soutenir les efforts de développement de l'Algérie, notamment à court et moyen terme, selon la même source.

A cette occasion, le ministre a exprimé sa satisfaction du niveau de partenariat avec la Banque mondiale, expliquant, à cet égard, que l'Algérie a engagé un processus ambitieux de réforme selon une démarche participative qui inclut non seulement l'administration et des institutions publiques, mais aussi divers partenaires économiques et sociaux, ajoute le communiqué.

Le ministre a également souligné que ces réformes, liées à divers domaines, tels que la fiscalité, le budget, le système bancaire et financier, visent à améliorer le climat des affaires en Algérie.



## **Relance économique**

### **La Banque mondiale réitère son appui**

L'Algérie a engagé un processus ambitieux de réformes, selon une démarche participative incluant l'administration et les institutions publiques.

Parallèlement aux actions lancées pour élaborer un plan de relance de l'économie nationale, le gouvernement oeuvre également à préparer le terrain pour un éventuel retour de l'Algérie sur la scène économique internationale. À cet effet, le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, s'est entretenu, mardi dernier par visioconférence avec le vice-président pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena) à la Banque mondiale (BM), Ferid Belhadj, avec lequel il a évoqué «les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'institution internationale, et les voies et moyens par lesquels cette institution pourrait appuyer l'Algérie dans ses efforts de développement, notamment sur le court et moyen terme», a précisé le communiqué du ministère. Une position qui renseigne sur la volonté de l'Etat à mener à bien ce redémarrage économique, dont les premières bases s'articulent autour d'un état des lieux, une estimation des impacts de la pandémie de Covid-19, et des séquelles d'une gestion mafieuse, qui a plongé le pays dans une léthargie totale durant des décennies. Dans ce sens, Benabderrahmane s'est félicité de la qualité du partenariat avec la Banque mondiale. À ce titre, il a indiqué que «l'Algérie a engagé un processus ambitieux de réformes, selon une démarche participative incluant non seulement

l'administration et les institutions publiques, mais aussi les différents partenaires économiques et sociaux».

## **Cible d'attaques médiatiques malveillantes**

### **Le MDN condamne et menace**

Le général-Major Meftah Souab a bénéficié d'une prise en charge par les services de la santé et social du MDN.

En l'espace de 12 jours, le ministère de la Défense nationale a formulé son second démenti a propos d'informations mensongères et diffamatoires qui touchent cette fois-ci le général-major Meftah Souab ancien commandant de la 2e Région militaire. Les qualifiant «d'individus en fuite à l'étranger», le ministère de la Défense nationale souligne que ces derniers qui « s'adonnent à la désinformation et à la diffamation, ont diffusé des informations mensongères conçues dans leur imaginaire prétendant que le général-major Meftah Souab, ancien commandant de la 2e Région militaire était en fuite dans l'un des pays européens et qu'il fait l'objet de poursuite judiciaire en Algérie». Le ministère de la Défense nationale ajoute à ce propos que son institution « dément catégoriquement ces allégations véhiculées par ces pseudo-journalistes, eux-mêmes poursuivis par la justice algérienne et en état de fuite à l'étranger, qui s'adonnent aux pratiques du chantage et de la désinformation pour induire en erreur et orienter l'opinion publique servant leurs objectifs malsains».

## **Rencontre gouvernement-walis**

### **Le «big» rendez-vous de la rentrée**

Programmée pour, hier, puis reportée pour quelques semaines, la rencontre gouvernement-walis est incontestablement le plus grand rendez-vous de la rentrée.

Une rentrée qui s'annonce des plus incertaines au vu de la grave situation sanitaire qui prévaut non seulement en Algérie, mais sur la planète entière. Tous les gouvernements s'y préparent d'arrache-pied et l'Algérie ne déroge pas à cette règle.

C'est la deuxième rencontre qu'aura l'Exécutif avec les walis et qui doit intervenir juste avant la prochaine rentrée sociale. Le but étant d'évaluer l'état d'avancement des différents dossiers depuis le rendez-vous de février 2020. Les walis ont reçu une feuille de route précise de la part du président Tebboune. Le document insistait sur l'obligation de résultats, surtout que le président voulait une célérité dans l'exécution des programmes. Il a, à ce titre promis aux commis de l'Etat de faire figurer cette mention dans leurs états de service. Le plus important dossier qui a défrayé la chronique à cette époque était celui des zones d'ombre. Le président a instruit tous les responsables à tous les niveaux, de recenser, puis éradiquer toutes ces zones. Mais entre-temps, la pandémie de coronavirus est arrivée pour réorienter temporairement les priorités.



## **Scandaleuse gestion de l'Agence nationale de publicité : Les révélations du PDG de l'ANEP**

Dans un entretien qu'il a accordé à El Watan et à El Khabar, le PDG de l'anep, Larbi Ounoughi, a fait des révélations fracassantes et donné des chiffres hallucinants sur la gestion passée et scandaleuse de l'Agence nationale d'édition et de publicité.

Sans mâcher ses mots, direct et incisif, l'ancien directeur de publication du journal Ennasr à Constantine le dit sans ambages : «L'ANEP a fait l'objet de monopole par des groupes d'influence au pouvoir qui ont fait main basse sur l'ANEP». «Les services de l'ANEP étaient tellement dans une anarchie indescriptible qu'il est difficile de savoir ce qui s'y est passé.»

On n'imaginait pas que la gabegie, la déliquescence, l'anarchie pouvaient atteindre de telles proportions. La forteresse infranchissable, gardée par une impénétrable muraille depuis des décades, l'Agence nationale de l'édition et de la publicité (ANEP) cachait, on le devinait un peu, l'innommable, la prévarication, la prédation et le vice.

L'ANEP résume à elle seule le mal du pays. Lorsque son nouveau président directeur général, Larbi Ouanoughi, nous en a ouvert les portes, on a découvert un champ de ruines.

Une véritable dévastation. «Quand on a analysé la situation, on a trouvé que l'ANEP pouvait être tout sauf une entreprise», a annoncé d'emblée le nouveau patron de l'agence. «Cela ne veut pas dire, défend-il, qu'elle ne recèle pas de compétences jeunes ; elles étaient marginalisées.»

«C'est la gestion politique qui l'a mise dans cet état, elle ressemble beaucoup plus à une association caritative qu'à une entreprise économique et commerciale soumise aux règles et aux normes du marché», affirme Larbi Ouanoughi qui est vite allé dans le vif du sujet aussitôt qu'on a lancé la discussion avec lui.

Sans mâcher ses mots, direct et incisif, l'ancien directeur de publication du journal Ennasr à Constantine le dit sans ambages : «L'ANEP a fait l'objet de monopole par des groupes d'influence au pouvoir qui ont fait main basse sur l'ANEP. Ils en ont fait ce qu'ils voulaient.»

«Nous avons hérité d'une situation catastrophique avec de profonds dysfonctionnements de gestion. L'ANEP est un géant aux pieds d'argile», avoue Larbi Ouanoughi en annonçant au passage une très mauvaise nouvelle : «Les caisses de l'ANEP sont vides». Pourquoi ? «Le cumul de la mauvaise gestion a fait que l'argent de l'agence n'est pas dans ses caisses, il est à l'extérieur», explique notre interlocuteur qui est également conseiller du ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Amar Belhimer.

Il révèle que les créances de l'ANEP s'élèvent à plus de 4300 milliards de centimes. «Il est regrettable, dit-il, qu'une aussi florissante entreprise ne soit pas dans une dynamique de croissance». «La plupart des responsables qui ont défilé à la tête de l'ANEP n'ont travaillé que pour leur compte, leur clique et ceux qui les ont placés.

C'est clair, net et précis», peste Larbi Ouanoughi qui est clairement engagé à donner un véritable coup de pied dans la fourmilière.

Selon lui, c'est la pandémie de la Covid -19 qui a retardé un peu son plan d'action. Bien décidé à aller jusqu'au bout des choses «quoi que cela puisse lui en coûter», le patron de l'ANEP affirme avoir quatre appuis : «La volonté, la

protection de Dieu, un conseil d'administration très fort et le soutien indéfectible du président de la République qu'il lui avait demandé à sa nomination de faire vite et bien et sans arbitraire».

«C'est incroyable ce qui s'est passé à l'ANEP», lance son PDG qui parle d'«une transgression grave des lois, d'un recrutement qui n'obéit à aucun critère de compétence et de rendement». «Le résultat est là», souligne Larbi Ouanoughi qui compare l'ANEP à «une casemate».

### **«Les services de la gendarmerie et l'IGF enquêtent»**

Selon lui, «plusieurs services enquêtent depuis plus deux mois sur les malversations qui s'y sont déroulées : les services de la Gendarmerie nationale et l'Inspection générale des finances». «Nous, de notre côté, indique-t-il, on a mis en place une commission d'enquête, un audit interne mené par des enfants de l'entreprise appuyés par des experts extérieurs».

Les premiers éléments et les premiers résultats sont effarants et effrayants. Les services de la gendarmerie de Bab J'did ont commencé à convoquer les cadres qui sont impliqués directement.

«Les services de la gendarmerie m'ont surpris par leur connaissance du dossier et les informations qui sont en leur possession. Ce qui veut dire que même au temps de l'anarchie ils n'ont jamais cessé de travailler et gardaient les dossiers». En effet, «la crise de l'ANEP est multiple», explique M. Ouanoughi. «Commençons par l'affaire des créances», dit-il.

Selon lui, l'agence a des créances qui s'élèvent à 4300 milliards de centimes, plus ou moins recouvrables. «Depuis ma nomination, dit-il, j'ai constitué quatre groupes de travail de recouvrement, à l'Est, à l'ouest, au Centre et au sud».

Le président directeur général de l'ANEP souligne que dans un premier temps, l'objectif est d'abord de faire un rapprochement entre les services de l'agence et les clients. «Près de 5000 autres milliards sont définitivement perdus parce que ce sont des créances anciennes», ajoute Larbi Ouanoughi qui affirme que celles-ci remontent à la fin des années 90'.

Elles sont, affirme-t-il, irrécouvrables pour avoir dépassé les délais de prescription. Elles ont, selon lui, plus de 15 ans d'âge. «La régie publicitaire et recouvrement n'a pas fait son travail, autant dire qu'elle n'a pas du tout fonctionné», indique notre interlocuteur.



### وزير المالية يناقش آفاق التعاون الثنائي مع البنك الدولي

ناقش وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمن، أمس الثلاثاء، مع نائب رئيس البنك الدولي لشؤون منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، فريد بلحاج، وضعية وآفاق التعاون بين الجزائر وهذه الهيئة الدولية.

وحسب وكالة الأنباء الجزائرية نقلا عن بيان الوزارة، فقد طرح الطرفان السبل والوسائل التي تسمح للبنك الدولي بدعم جهود الجزائر التنموية، لا سيما على المدى القصير والمتوسط.

وأعرب بن عبد الرحمن عن ارتياحه لمستوى الشراكة مع البنك الدولي، موضحا بأن الجزائر شرعت في مسار إصلاحات طموح وفق مسعى تشاركي يشمل إضافة إلى الإدارة والمؤسسات العمومية مختلف الشركاء الاقتصاديين والاجتماعيين.

مؤكدًا بأن هذه الإصلاحات التي تخص مجالات مختلفة، على غرار الجباية والميزانية والمنظومة البنكية والمالية، تهدف إلى تحسين مناخ الأعمال في الجزائر.



## وزير المالية يخاطب مسؤولي البنك الدولي:

### لن نستدين من الخارج.. ومشاريعنا ستمول بمصادر داخلية

نفي وزير المالية، أيمن عبد الرحمن، إمكانية لجوء الحكومة الجزائرية للاستدانة الخارجية خلال المرحلة المقبلة، وقال أمام مسؤولي البنك الدولي، إن الجزائر ليست بحاجة للاقتراض من الخارج، في حين شدد على أن الحكومة ستلجأ إلى خيارات تمويل داخلية لسد احتياجاتها المالية، والمسار التنموي، فيما سيكون دعم البنك الدولي لتوجهات الجزائر عبر المساعدة التقنية فقط.

وخلال جلسة نقاش مع مسؤولي البنك الدولي، أوضح وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمن، في لقائه مع نائب رئيس البنك الدولي لشؤون منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، فريد بلحاج، مساء الثلاثاء، أن وضعية وآفاق التعاون بين الجزائر وهذه الهيئة النقدية الدولية مستمرة ومتواصلة، حيث قام الطرفان بمناقشة كافة السبل والوسائل التي تسمح للبنك الدولي بدعم جهود الجزائر التنموية، خاصة ما يتعلق بالجهود المبذولة على المديين القصير والمتوسط، ولكن دون اللجوء إلى الاستدانة من الخارج، فهذا الخيار غير مطروح بالنسبة للسلطات الجزائرية.

وأكد بن عبد الرحمن، وفقا لما نقلته وكالة الأنباء الجزائرية، ارتياحه لمستوى الشراكة مع البنك الدولي، مشددا على أن الجزائر شرعت في مسار إصلاحات طموح، وفق مسعى تشاركي، يشمل إضافة إلى الإدارة والمؤسسات العمومية مختلف الشركاء الاقتصاديين والاجتماعيين، مشددا على أن هذه الإصلاحات ستشمل مجالات مختلفة، على غرار الجباية

والميزانية والمنظومة البنكية والمالية، كما تهدف هذه الأخيرة إلى تحسين مناخ الأعمال في الجزائر.

وعاد الوزير إلى فتح ملف الاستدانة الخارجية، الذي أسال الكثير من الحبر في الماضي، مشددا على أن الجزائر لن تلجأ إلى الاستدانة الخارجية، وأنها ستلجأ إلى مختلف الدعائم الداخلية لتغطية حاجيات تمويل مسارها التنموي، ووجه الوزير دعوة إلى مسؤولي البنك الدولي، من أجل الاستمرار في دعمه للجزائر من خلال المساعدة التقنية.



## الجزائر تستعرض مع البنك الدولي التعاون الثنائي

تباحث وزير المالية، ايمن بن عبد الرحمان، يوم الثلاثاء عبر تقنية التحاضر عن بعد، مع نائب رئيس البنك الدولي لشؤون منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، فريد بلحاج، حيث تطرق الطرفان الى وضعية وآفاق التعاون بين الجزائر وهذه الهيئة الدولية، حسب بيان للوزارة.

وكان اللقاء فرصة للطرفين من أجل التبادل حول السبل والوسائل التي من شأنها ان تسمح للبنك الدولي بدعم جهود الجزائر التنموية، لا سيما على المديين لقصير والمتوسط، يضيف ذات المصدر.

وبهذه المناسبة أعرب بن عبد الرحمان عن ارتياحه لمستوى الشراكة مع البنك الدولي، موضحا، في هذا الصدد، بان الجزائر شرعت في مسار اصلاحات طموح وفق مسعى تشاركي يشمل إضافة إلى الادارة و المؤسسات العمومية مختلف الشركاء الاقتصاديين و الاجتماعيين، يضيف البيان.

## الجزائر تطلب دعما تقنيا من البنك الدولي لتجسيد الإصلاحات

دعا وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمان، من البنك الدولي، تقديم مساعدة تقنية للجزائر، التي لن تلجأ للاستدانة الخارجية، وذلك خلال محادثات عبر تقنية التحاضر المرئي عن بعد مع رئيس البنك الدولي لشؤون منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا. وحسب ما جاء في بيان لوزارة المالية، فإن الوزير بن عبد الرحمان، قد نقل لممثل البنك الدولي في المنطقة، ارتياحه لمستوى الشراكة بين الطرفين، سيما وأن الجزائر قد شرعت في مسار إصلاحات طموح وفق مسعى تشاركي يشمل إضافة إلى الإدارة والمؤسسات العمومية، مختلف الشركاء الاقتصاديين والاجتماعيين. وطلب وزير المالية، من البنك الدولي، مساعدة الجزائر في هذه الإصلاحات من خلال التجربة التقنية، سيما وأن الحكومة الجزائرية قررت استبعاد الاستدانة الخارجية نهائيا .